



**DECISION D'APPROBATION
DU SERVICE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

No 2.768

Delémont, le 17 août 1993

Commune : Fregiécourt

Objet : Plan spécial "Le Montillat"

Examen préalable : du 5 avril 1993

Dépôt public : du 24 juin au 24 juillet
1993

Adopté par le Conseil communal : le 9 août 1993

Le Service de l'aménagement du territoire,

vu les articles 73 et 74 de la loi du 25 juin 1987 sur les constructions
et l'aménagement du territoire - LCAT - (1)

vu les articles 81 et 84 de l'ordonnance du 3 juillet 1990 sur les
constructions et l'aménagement du territoire - OCAT - (2)

considérant que le Conseil communal de Fregiécourt a décidé de mettre
en valeur le lieu-dit "Le Montillat" par la création d'un lotissement,
ce lotissement est réglementé par un plan spécial avec prescriptions,

considérant la décision d'adoption de l'organe communal compétent;

considérant que le projet tient compte des remarques formulées lors de
l'examen préalable du Département de l'Environnement et de l'Equipement;

(1) RSJU 701.1

(2) RSJU 701.11

considérant que le projet respecte les objectifs de la planification communale;

considérant dès lors que le projet est conforme aux dispositions légales, opportun et d'intérêt public;

décide :

Article premier Le plan spécial "Le Montillat" et les prescriptions qui s'y rapportent, adoptés par le Conseil communal de Fregiécourt le 9 août 1993 sont approuvés.


Art. 2 En application de l'article 74 LCAT, la commune donne publiquement connaissance de l'approbation.

Art. 3 Un émolument de 350 francs et un montant de 16 francs pour frais sont perçus auprès de la commune pour la présente décision.

Art. 4 La présente décision peut faire l'objet d'un recours à adresser, dans les 30 jours dès notification, à la Cour administrative du Tribunal cantonal. Le recours en deux exemplaires signés, accompagné de la présente décision, contiendra un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve ainsi que l'énoncé des conclusions.

Art. 5 La présente décision entre en vigueur immédiatement.

Le chef du Service de l'aménagement du territoire


Dominique Nusbaumer, aménagiste



Notification à :

- Commune
- Service de l'aménagement du territoire
- Service des constructions
- Office des eaux et de la protection de la nature
- Juge administratif
- Registre foncier
- Bureau des personnes morales

Annexes :

- plan
- prescriptions



Plan cadastral
certifié exact : *Trunher*
16.93

PROCEDURE D'HOMOLOGATION

Examen préalable du 5 avril 1993
Dépôt public du 24 juin 1993 au 24 juillet 93

Adopté par le conseil communal de Fregiecourt
le 9 août 1993 par 4 oui
0 non

Au nom du conseil communal
Le président *E. Huser* Le secrétaire *A. Huser*

Le secrétaire communal soussigné certifie l'exactitude des indications ci-dessus
Fregiecourt, le 10 août 1993 Le secrétaire *A. Huser*

réserve à l'administration cantonale

APPROUVÉ sous réserve de
la décision du 17 AOUT 1993
SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
Le chef: *A. Huser*



- LEGENDE**
- ● ● Périimètre du plan spécial
 - Zone d'habitation H2 degré sensibilité au bruit II
 - Zone verte
 - Orientation des toitures
 - Alignement des constructions principales
 - Alignement des constructions annexes
 - Forêt et art. 10 LFO
- Equipement de base**
- base Route
 - Chemin pour piétons
 - Arborisation
 - Nouvelle conduite d'eau avec vanne et hydrant
 - Nouvelle conduite d'électricité avec candélabre et buffet
 - Nouvelle canalisation d'eau usée avec chambre
 - Nouvelle canalisation d'eau propre avec chambre et dépotoir
- Equipement de détail**
- △ Containir à ordures
 - Route
- Traitement des surfaces**
- Revêtement bitumineux futur
 - Revêtement bitumineux existant
 - Pavés futurs
 - Chemin agricole groisé existant
- A titre indicatif**
- Morcellement
- AUTEURS DU PROJET**

ECHELLE 1:500





REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



COMMUNE DE FREGIECOURT

PLAN SPECIAL : PRESCRIPTIONS

"Le MONTILLAT"

Procédure d'homologation

Examen préalable du 5 avril 1993

Dépôt public du 24 juin 1993 au 24 juillet 93

Adopté par le conseil communal

le 9.8.93 par 4 oui
..... 0 non

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

LE MAIRE

LE SECRETAIRE

[Handwritten signatures of the Mayor and the Secretary]

Le secrétaire communal soussigné certifie l'exactitude des indications ci-dessus

Le secrétaire

..... Fregiescourt le 10 août 1993

[Handwritten signature of the communal secretary]

Réservé à l'administration

APPROUVÉ sous réserve de
la décision du **17 AOUT 1993**

SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE

Le chef:

[Handwritten signature of the head of the Service de l'Aménagement du Territoire]



Zone H 2

Art. 5

- 1/ Dans la zone d'habitation sont autorisés l'habitat et les activités peu nuisantes telles que services et petit artisanat.
- 2/ Les valeurs de planification applicables pour le degré de sensibilité II doivent être respectées, conformément à l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit - OPB.

Constructions annexes

Art. 6

Dans les limites des surfaces réservées à l'usage privé, l'implantation de bâtiments annexes est autorisée au sens de l'article 59 OCAT.

Mesures

Art. 7

- 1/ Indice d'utilisation : 0,4
 Petite distance à la limite : 3 m
 Grande distance à la limite : 6 m
- 2/ Nombre de niveaux : 2
- 3/ Les combles comptent comme niveau complet lorsque la hauteur mesurée entre le plancher fini et l'arête supérieure du chevron dans le plan de la façade est supérieure à 1,50 m.
- 4/ Le sous-sol compte comme niveau complet :
 - lorsque la surface au sol des locaux d'habitation ou de travail représente plus de 50 % de la surface brute du plancher d'un niveau normal
 - en ordre non contigu, si, sur une façade au moins, il dépasse en moyenne le terrain aménagé d'une hauteur de plus de 1,20 m mesurée jusqu'à l'arête supérieure du plancher du rez-de-chaussée pour les parcelles du secteur A

Le sous-sol ne compte pas comme niveau complet sur les parcelles du secteur B.
- 5/ Pour les parcelles du secteur A, la hauteur à l'arête supérieure du chevron au milieu de chaque façade est égale, au maximum, à 6,50 m
- 6/ Pour les parcelles du secteur B, la hauteur à l'arête supérieure du chevron au milieu de chaque façade est égale, au maximum à 7 m, une majoration de 1,50 m peut être accordée pour une façade avale.

7/ Les constructions principales et annexes doivent respecter les alignements indiqués sur le plan.

Zone de protection des eaux

Art. 8

Avant toute construction ou intervention sur le terrain, on devra se reporter au règlement des zones de protection de la source d'Alle à Fre-giécourt en vigueur.

Zones vertes

Art. 9

Elles seront engazonnées et plantées d'arbres fruitiers ou d'essence locale (feuillus). Les plantations seront effectuées en accord avec l'association pour la sauvegarde de la Baroche.

III. PRESCRIPTIONS ARCHITECTURALES

Aspect architectural

Art. 10

a) en général

En vue de garantir la protection du site, l'intégration des constructions sera assurée par le biais d'un traitement volumétrique, architectural et paysager approprié. La compétence des autorités d'exiger des modifications du projet ou de fixer des conditions demeure réservée (art. 5 LCAT).

b) matériaux

Art. 11

1/ Les toits sont revêtus de tuiles ou ardoises éternit "Structa" de couleur rouge. Les matériaux brillants ou réfléchissants ainsi que les couleurs excessivement vives sont interdits, à l'exception des menuiseries.

2/ Les façades ne sont ni blanc ni de teinte trop soutenue et peuvent comporter du bois ou des briques.

c) toitures

Art. 12

1/ L'orientation des faîtes des bâtiments principaux doit respecter les indications du plan.

2/ Lorsque le faite des bâtiments principaux est parallèle à la pente (N.S.), les façades pignons comportent des ouvertures.

3/ Les ouvertures en toiture sont interdites, à l'exception des lucarnes.

Plan d'aménagements des
abords

IV. AMENAGEMENTS EXTERIEURS

Art. 13

Un plan d'aménagement des abords est joint à toute demande de permis de construire. Il contient :

- a) les surfaces destinées aux circulations et au stationnement ainsi que la nature exacte de leur revêtement;
- b) les modifications du terrain (excavations et remblais);
- c) les talus et les murs de soutènements;
- d) les clôtures, barrières, haies ou murs de protection contre les regards;
- e) les plantations existantes et projetées;
- f) là où la chose est prescrite (art. 20 ss OCAT); la conception des espaces de détente et l'aménagement des terrains de jeux.

Terrain

Art. 14

- 1/ Les modifications de terrain sont à réaliser de manière à obtenir une bonne intégration dans le site et à s'adapter aux terrains voisins.
- 2/ Le terrain naturel ne peut être surélevé de plus de 1,20 m, sauf majoration pour terrain en pente.
- 3/ A l'exception des zones vertes, des espaces de détente et des jardins privés, le traitement de surface sera dans la mesure du possible étanche.
- 4/ Les murs de soutènement doivent être décalés horizontalement si leur hauteur dépasse 1,20 m
- 5/ Les espaces hors alignement devront conserver la pente initiale du terrain.

Clôtures

Art. 15

Les clôtures à la limite de deux propriétés sont autorisées. La hauteur est limitée en vertu des rapports de voisinage à 1,20 m (art. 73 LiCcs).

Pour toutes les clôtures les matériaux suivants sont autorisés :

- bois, lames ou croisillons, etc.
- haies vives, d'essences locales avec ou sans treillis métallique.

Plantations

Art. 16

- 1/ Les arbres existants mentionnés sur le plan spécial sont protégés. Les arbres morts devront être remplacés.
- 2/ Les plantations prévues dans le plan d'aménagement des abords - au minimum un arbre feuillu d'essence locale à haute tige par tranche ou fraction de 250 m² de terrain - seront entretenues par leurs propriétaires respectifs.
- 3/ Seules les essences locales sont autorisées.

V. CONSTRUCTIONSET INSTALLATIONS COMMUNAUTAIRESEspaces de détente
surfaces polyvalentesArt. 17

- 1/ les espaces de détente et les surfaces polyvalentes (routes, stationnement, places) font partie intégrante de la conception urbanistique. D'une part ils structurent le quartier, et d'autre part, ils servent à diverses utilisations. Toute construction y est interdite.
- 2/ A moins d'une convention entre la Commune et les propriétaires du quartier, l'entretien des espaces de détente et des surfaces polyvalentes incombe à la collectivité.

VI. AUTRES DISPOSITIONS

Place de stationnement

Art. 18

- 1/ La détermination du nombre de place de stationnement pour les véhicules à moteur et les deux-roues est réglé par les articles 16 et suivant de l'OCAT.

- 2/ Pour les habitations individuelles, groupées ou isolées, il convient de réaliser au moins deux places de stationnement. L'accès au garage n'est pas assimilé à une place de stationnement.

Equipement

Art. 19

- 1/ Les équipements de base et de détail qui comprennent, outre les surfaces de circulation, les mesures de modération de la circulation, les plantations, les constructions et installations communautaires, les autres installations d'équipement (réseaux divers, candélabres, etc.) seront exécutés conformément au plan spécial.
- 2/ L'étude des projets d'exécution devra tenir compte des types de revêtements définis par le plan.
- 3/ La construction, le financement et la répartition des frais seront réglés en application des articles 84 et suivants LCAT.

Energie

Art. 20

- 1/ L'approvisionnement en énergie sera conçu et réalisé de manière à réduire au maximum les atteintes à l'environnement.
- 2/ Les dispositions de la loi cantonale sur l'énergie sont applicables.

Entrée en vigueur

Art. 21

Le plan spécial entre en vigueur dès son approbation par le Service de l'Aménagement du Territoire.